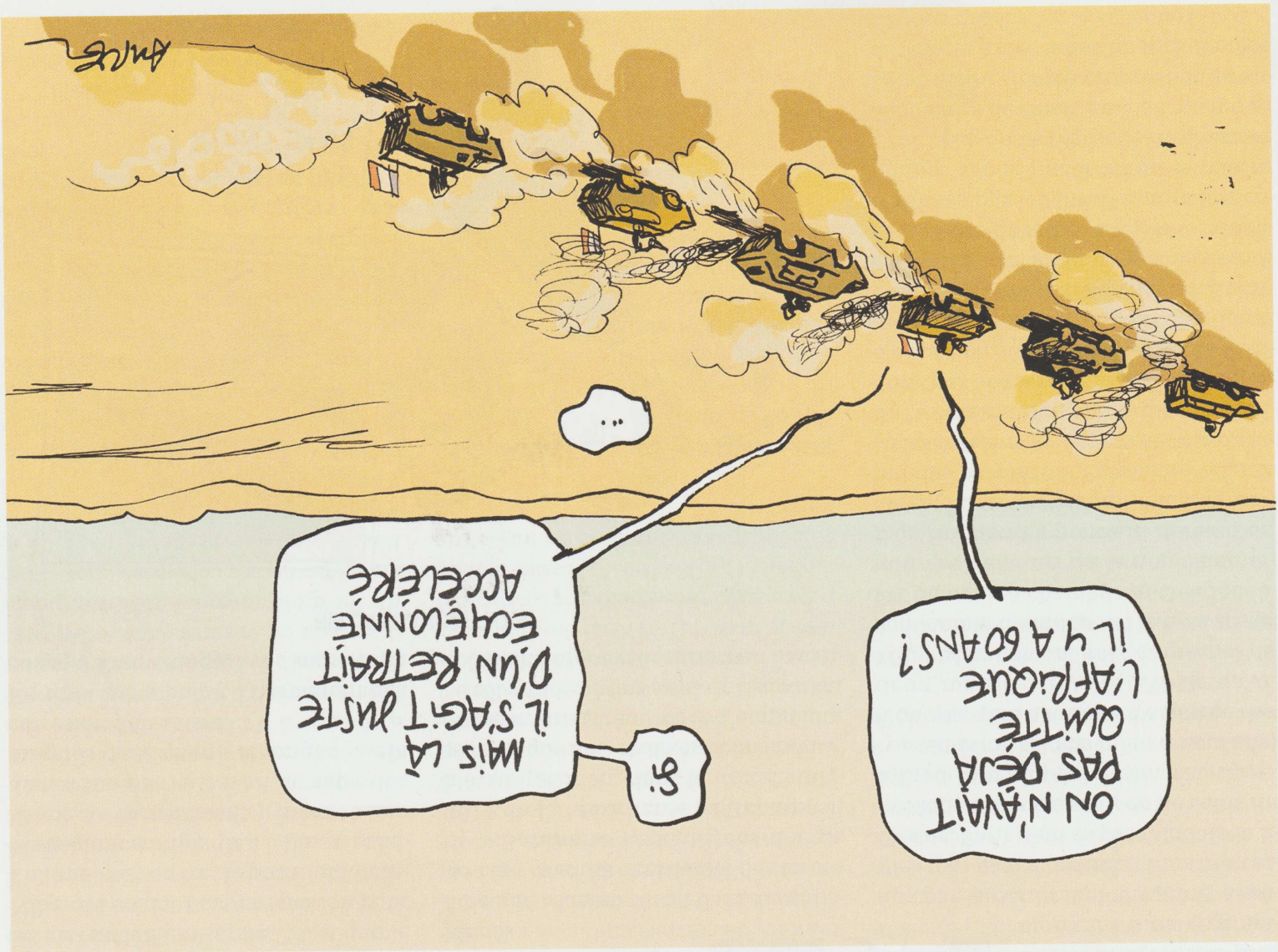


SAGA AFRICA

La Françafrique manque de Sahel

La Macronie n'a pas trop la cote en Afrique, où la France ne cesse de perdre de son influence.



niennes, il est vrai. Las ! la réduction de violence souhaitée a viré à la débâcle subie. Au point que l'ancienne puissance tutélaire s'est vue contrainte de négocier, avec des pouvoirs illégitimes et hostiles, les modalités de ses retraits.

CAÏDS. Reste la question à 10 millions de francs CFA : comment a-t-on pu en arriver là ? Quels sont donc les ressorts de ce fameux ressentiment antifrancçais, désormais patent, de Dakar à Djibouti ? Rien ne sert de minimiser l'impact de l'insuccès de l'opération « Barkhane ». Certes, cet échec est aussi celui d'exécuteurs locaux plus ou moins bien élus, minés par la corruption et parfois aveuglés par leurs œillères identitaires. Certes, Paris peut se prévaloir de la liquidation d'une escouade de caïds du djihad. Il n'empêche : les sacrifices consentis (59 soldats tués en neuf ans) n'ont pas suffi à enrayer l'avancée des deux matrices rivales, Al-Qaïda et l'Etat islamique, ni à les empêcher de contaminer durablement le tissu social. De Bamako à Niamey via Ouagadougou, les déboires de la neuvième armée du monde, pourtant dotée d'un arsenal dernier cri, ont alimenté une intense perplexité. Perplexité bientôt supplantée, avec le concours toxique de tweets mensongers et de vidéos bidon, par ses avatars : la frustration d'abord, la suspicion ensuite, le complotisme enfin. A cet égard, nul doute que les stratégies de la Rue Saint-Dominique ont longtemps sous-estimé l'efficacité dévastatrice des « infox » distillées par les influenceurs francophobes sahéliens. Il faudra attendre avril 2022, après l'épisode du charnier imaginaire de Gossi, au Mali, pour que l'état-major riposte en révélant la recherche grâce à des images filmées par des drones.

La Défense a sous-estimé l'efficacité des "infx" propagées par les francophobes sahéliens

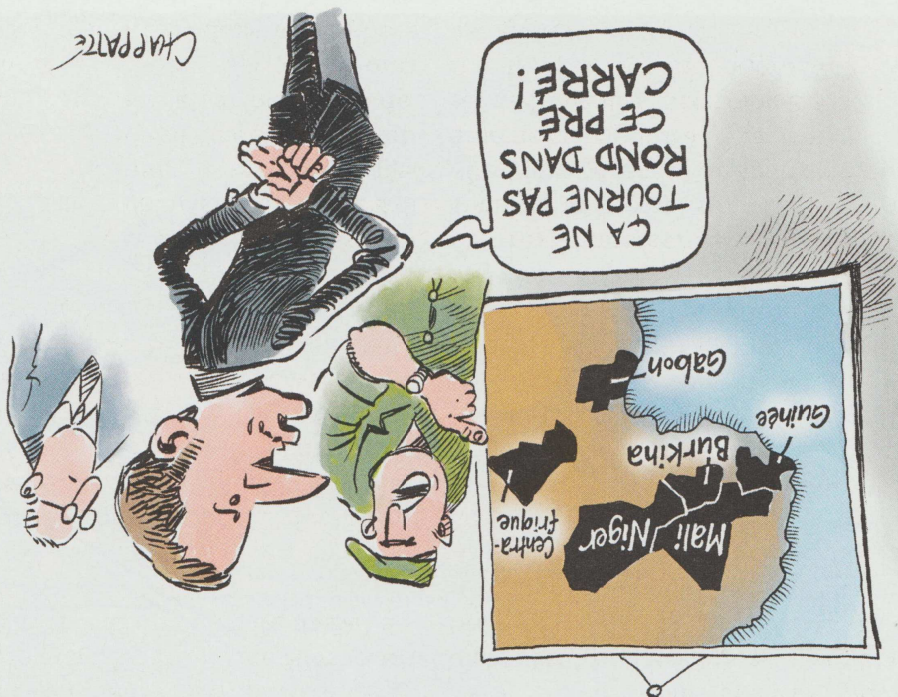
treillis surgissant sur les écrans pour tout le Sahel central. Le Mali – en août 2020, puis en mai 2021 – sera

ainsi, comme le Burkina Faso – en janvier et en septembre 2022 –, le théâtre d'une mutinerie à double détente. Avant que Niamey boucle la boucle du ceinturon, à l'été 2023. Ajoutons-y, aux confins de l'ex-précaré colonial tricolore, la Guinée-Conakry, en septembre 2021, et le Gabon, en août 2023. N'en jetez plus, la cour (de la caserne) est pleine de sauveurs gonés !

Dire que Macron rêvait d'un désengagement graduel et ordonné des forces de « Barkhane », déployées depuis 2014 de la Mauritanie au Tchad... Il n'était question, dans la vulgate élyséenne, que de « *redimensionnement* », de partenariats renoués et d'empreinte au sol réduite. Mais aussi de discrétion et d'humilité – vertus assez peu macro-coups d'Etat vintage, avec sous-off en En trois ans à peine, l'harmattan des corrosion putschistes.

dingues de la charia et rongée par la distendue par le travail de sape des lienne. Le dernier maillon d'une chaîne bleu-blanc-rouge dans l'aire sahé-l'ultime bastion du dispositif militaire Niger du soldat Bazoum passait pour un ciel nullement serin. C'est que le des plus fiables, le énème orage dans vu de Paris, qui perd de la sorte un allié miento préventif d'un nanti étoilé. Et, sidence. A tout le moins le pronuncia-séquestre avec femme et fils en sa ré-intime du chef d'Etat déchu, d'emblée *convenance personnelle* », grince un tion imminente. « *Un putsch pour Tani, alarmé par la rumeur d'une évic-2023. Ajoutons-y, aux confins de l'ex-précaré colonial tricolore, la Guinée-Conakry, en septembre 2021, et le Gabon, en août 2023. N'en jetez plus, la cour (de la caserne) est pleine de sauveurs gonés !*

Le 26 juillet, Mohamed Bazoum, élu aussitôt accablés de griefs par l'Elysée, du renseignement extérieur francçais, « coup »-là, personne ne l'avait vu venir. Pas même les limiers



RIP LA FRANÇAIFRIQUE

Et l'on pèche, la rancœur se fait hargne. Et l'on voit, entre Bamako et Ouagadougou, des cohortes d'activistes hier si prompts à flétrir le néocolonialisme, votre prêts à risquer leur vie pour détoner un satrape, plébisciter l'aventure coloniale que le Kremlin mène en Ukraine.

« La France n'a plus de politique africaine », claironnait, en 2019, Emmanuel Macron dans les colonnes du magazine « Jeune Afrique ». Faut-il vraiment s'en vanter ? L'enjeu n'était nullement, aurait dit Ernest Hemingway, d'« en avoir ou pas ». Mais d'en inventer une autre.

Cet épisode résume à lui seul les égarements africains d'un Marcheur solitaire. À l'approche de l'automne, une question fleurit sur toutes les lèvres, des palais africains aux couloirs du Quai d'Orsay : « A quoi joue Macron ? » Allusion à l'entêtement du chef de l'Etat à maintenir en poste Sylvain Itté, l'ambassadeur de France à Niamey, dont les putschistes nigériens ont ordonné l'expulsion dès la fin du mois d'août. Reclus dans sa chancelerie, condamné à dormir sur un lit picoté, à se nourrir de rations militaires et à tuer le temps, ce diplomate chevronné ne pouvait à l'évidence s'acquitter d'aucune de ses missions. « Un bras de fer d'autant plus absurde, peste alors l'un de ses collègues, vieux rou-tier de l'espace subsaharien, qu'on le sait perdu d'avance. » Bien vu : le 27 septembre, l'« otage » Itté – ainsi désigné par l'Elysée – décollera pour Paris. Tout ça pour ça... Au sein des services, le refus initial d'extraire l'ambassadeur de son fort Chabrol sahélien avait, de même, suscité de sérieuses réserves. « Voilà qui risque d'intensifier sur place les happenings anti-français », admettait ainsi un vétéran du renseignement. Résultat des courses : un triomphe romain à vil prix offert aux badernes de Niamey. Et un deuxième coup porté à l'image et au cré-dit de l'ex-puissance coloniale.

Il faut dire qu'en la matière la messe est dite. Itté *missa* est. ■

Paris. Mais l'a revêtu du cilice du vassal de paré avantageusement aux « cancre » mallein et burkinabé, le président français le front du très loyal Bazoum, commenters le travail des bouteux anticoscovites. Citons-en deux. Primo, le calamiteux discours prononcé en juillet 2007 à Dakar par Nicolas Sarkozy, contempneur de cet « homme africain » insuffisamment « entré dans l'histoire ». Secundo, l'escapade tchadienne d'Emmanuel Macron, venu, en avril 2021, en marge des funérailles du maréchal-président Idriss Deby, adouber à N'Djamena son fils Mahamat sans craindre d'avaliser une succession à l'ancienne, aussi dy-nastique qu'inconstitu-tionnelle. Ni de doper la rengaine du deux poids, deux mesures au sein des élites militantes « souverainistes ».

Dans le registre rhétorique, la tonalité vindicative adoptée à Paris, à l'heure du bras de fer engagé avec la jeune malleine, a autant envenimé le climat que les outrances des zélotes du colonialisme. Quant à Macron, il aura irrité plus d'un de ses pairs du G5 Sahel – alliance anti-djihadiste désordonnée – par ses objections mais moribonde – jamais l'influence véritable de l'Hexagone en Afrique n'a été si tenue, et jamais le rejet qu'inspirent ses dirigeants comme ses desseins réels ou fantasmes n'a été à ce point virulent. Si la Françafrique de papa a vécu, ses turpitudes passées garantissent aux populistes d'Afrique, qu'ils portent l'uniforme, le boubou ou le costume-cravate, un inépuisable filon symbolique.

Il faut dire que les bourdes accumulées au fil des ans ont attisé la méfiance, mais chant le travail des bouteux anticolonialistes comme de leurs parrains mallein et burkinabé, le président français le front du très loyal Bazoum, commenters le travail des bouteux anticoscovites. Citons-en deux. Primo, le calamiteux discours prononcé en juillet 2007 à Dakar par Nicolas Sarkozy, contempneur de cet « homme africain » insuffisamment « entré dans l'histoire ». Secundo, l'escapade tchadienne d'Emmanuel Macron, venu, en avril 2021, en marge des funérailles du maréchal-président Idriss Deby, adouber à N'Djamena son fils Mahamat sans craindre d'avaliser une succession à l'ancienne, aussi dy-nastique qu'inconstitu-tionnelle. Ni de doper la rengaine du deux poids, deux mesures au sein des élites militantes « souverainistes ».



L'HISTOIRE DU MOIS
JUILLET
(SUITE)



En amont de ces récents revers, le mal vient de loin. Plus de six décennies après la séquence des indépendances, la France peine encore à solder ses arrières coloniaux et à liquider les vestiges d'un ordre révolu, à commencer par ses emprunts militaires subsahariennes. Bien sûr, leurs effets ont fondu – de 30 000 hommes en 1960 à moins de 5 000 aujourd'hui. Ne subsistent que cinq points d'ancrage à l'aventure incertain : au Sénégal, au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Tchad et à Djibouti, précieux balcon sur la mer Rouge. Mais comment oublier qu'en un demi-siècle (1964-2014) Paris a conduit sur du bras de fer engagé avec la jeune malleine, a autant envenimé le climat que les outrances des zélotes du colonialisme. Quant à Macron, il aura irrité plus d'un de ses pairs du G5 Sahel – alliance anti-djihadiste désordonnée – par ses objections mais moribonde – jamais l'influence véritable de l'Hexagone en Afrique n'a été si tenue, et jamais le rejet qu'inspirent ses dirigeants comme ses desseins réels ou fantasmes n'a été à ce point virulent. Si la Françafrique de papa a vécu, ses turpitudes passées garantissent aux populistes d'Afrique, qu'ils portent l'uniforme, le boubou ou le costume-cravate, un inépuisable filon symbolique.

Il faut dire que les bourdes accumulées au fil des ans ont attisé la méfiance, mais chant le travail des bouteux anticolonialistes comme de leurs parrains mallein et burkinabé, le président français le front du très loyal Bazoum, commenters le travail des bouteux anticoscovites. Citons-en deux. Primo, le calamiteux discours prononcé en juillet 2007 à Dakar par Nicolas Sarkozy, contempneur de cet « homme africain » insuffisamment « entré dans l'histoire ». Secundo, l'escapade tchadienne d'Emmanuel Macron, venu, en avril 2021, en marge des funérailles du maréchal-président Idriss Deby, adouber à N'Djamena son fils Mahamat sans craindre d'avaliser une succession à l'ancienne, aussi dy-nastique qu'inconstitu-tionnelle. Ni de doper la rengaine du deux poids, deux mesures au sein des élites militantes « souverainistes ».